

Eurobaromètre spécial 442

Résumé

Attitudes des Européens à l'égard du bien-être animal

Terrain
Novembre – Décembre 2015
Publication
Mars 2016

Etude commandée par la Commission européenne,
Direction générale Santé et Sécurité Alimentaire
et coordonnée par la Direction générale Communication

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre spécial 442 – Vague EB84.4 – TNS opinion & social

Eurobaromètre Spécial 442

Résumé

Attitudes des Européens à l'égard du bien-être animal

Novembre - Décembre 2015

Etude menée par TNS opinion & social à la demande de la Commission européenne,
Direction générale Santé et Sécurité alimentaire

Etude coordonnée par la Commission européenne, Direction générale de la Communication
(DG COMM Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)

Numéro du Projet

2016.2896

Titre du Projet

Eurobaromètre Spécial 442 - Novembre - Décembre 2015

« Attitudes des Européens à l'égard du bien-être animal »

Résumé

Langue

FR

Numéro du Catalogue

EW-02-16-222-FR-N

ISBN

978-92-79-57118-3

doi:10.2875/97120

© Union européenne, 2015

<http://ec.europa.eu/COMFrontOffice/PublicOpinion>

TABLES DES MATIERES

INTRODUCTION	2
I. BIEN-ÊTRE ANIMAL : COMPREHENSION ET IMPORTANCE PERÇUE	4
1 Compréhension générale du bien-être animal	4
2 Protéger le bien-être des animaux d'élevage	5
3 Protéger le bien-être des animaux de compagnie	7
II. ÉVALUATION DE PLUSIEURS STRATÉGIES CLÉS POUR PROTÉGER LE BIEN-ÊTRE ANIMAL	8
1 Information et d'éducation sur le bien-être animal	8
2 Les normes internationales de bien-être animal	10
3 Réglementation	12
III. LES PRODUITS RESPECTUEUX DU BIEN-ÊTRE ANIMAL	15
1 Volonté de payer plus pour les produits respectueux du bien-être animal	15
2 Intérêt pour les labels identifiant les produits respectueux du bien-être animal	16
3 Le choix actuel de produits respectueux du bien-être animal dans les magasins	17
ANNEXES	
Spécifications techniques	

INTRODUCTION

Depuis plus de 40 ans, la Commission européenne a travaillé en étroite collaboration avec les États membres afin de promouvoir le bien-être animal, dans le but d'améliorer la vie des animaux d'élevage.

La législation relative à la protection des animaux a évolué au cours de cette période, conformément aux attentes des citoyens et des exigences du marché. En 1998, un pas important a été franchi avec la Directive du Conseil 98/58/CE, qui prévoit des règles générales pour la protection des animaux d'élevage détenus pour la production d'aliments, de laine, de peau ou de fourrure ou à d'autres fins agricoles. Ces règles se fondent sur la Convention européenne pour la protection des animaux dans les élevages et reflètent les « cinq libertés » :

- Liberté de faim et de soif ;
- Liberté d'inconfort ;
- Liberté de douleur, de blessures et de maladies ;
- Liberté d'expression d'un comportement normal ;
- Liberté de peur ou de détresse.

Le Traité de Lisbonne adopté en 2009, modifiant le « Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », a reconnu que les animaux sont des êtres sensibles.

Cette mention a ouvert la voie à l'élaboration de la « Stratégie pour la protection et le bien-être des animaux » (2012 - 2015), conçue pour poser les bases d'une amélioration des normes de bien-être et veiller à ce que ces normes soient appliquées dans tous les pays de l'Union européenne.

Pour édifier la stratégie, la Commission a lancé de larges consultations avec les agriculteurs, les vétérinaires, les organisations de protection des animaux, et d'autres experts afin de contribuer et veiller à ce que l'amélioration des conditions de vie des animaux permette également aux produits agricoles européens d'être plus compétitifs dans le monde entier. Le principe directeur était « Tous responsables ».

Cette Stratégie a pour but d'introduire un ensemble de principes généraux qui simplifient les règles et améliorent leur application, améliorent l'élevage des animaux et la formation des vétérinaires, aident les pays de l'UE à respecter les règles de l'UE, renforcent la coopération internationale en vue d'améliorer le bien-être des animaux, et améliorent l'information des consommateurs et leur responsabilisation.

Dans le cadre de cette Stratégie, la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire a consulté les citoyens européens pour recueillir leurs avis sur le bien-être animal.

Les principaux objectifs de cette étude sont de :

- Comprendre la relation entre les Européens et le bien-être animal au sein de l'UE : Que signifie selon les Européens le bien-être animal ? Quelle importance attachent-ils à la protection des animaux ? Le bien-être des animaux d'élevage et de compagnie devrait-il être mieux protégé qu'à l'heure actuelle ?
- Évaluer la connaissance des Européens et l'importance perçue des points clés de la stratégie pour le bien-être des animaux, en mettant l'accent surtout sur 1) l'information et l'éducation, 2) les normes internationales, et 3) la manière dont les lois réglementent le bien-être animal.
- Définir les avis des Européens sur la disponibilité et la reconnaissance de produits provenant de systèmes de production respectueux du bien-être animal : les citoyens seraient-ils prêts à payer plus cher pour ces produits ? Recherchent-ils des labels respectueux du bien-être animal ? Y a-t-il un choix suffisant de produits respectueux du bien-être animal dans les magasins et les supermarchés actuellement ?

Certaines des questions avaient déjà été posées dans l'étude d'Eurobaromètre Spécial 270 de septembre – octobre 2006, intitulé « Attitudes des citoyens européens à l'égard du bien-être animal¹ ». Pour répondre à ces questions, il est possible d'analyser les résultats de l'étude en cours en parallèle avec l'étude précédente.

Cette étude a été réalisée par le réseau TNS Opinion & Social dans les 28 États membres de l'Union européenne entre le 28 novembre et le 7 décembre 2015. Un total de 27 672 citoyens européens de différentes catégories sociales et démographiques ont été interrogés en face-à-face à leur domicile et dans leur langue maternelle, pour le compte de la Direction générale de la Santé et de la sécurité alimentaire.

La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre de la Direction générale de la Communication (Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »). Une note technique concernant les entretiens réalisés par les instituts du réseau TNS opinion & social est annexée au présent résumé de même que les méthodes d'entretien et les intervalles de confiance.

Note : Dans le présent résumé, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans de résumé sont :

Belgique	BE	Lettonie	LV
République Tchèque	CZ	Luxembourg	LU
Bulgarie	BG	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Les Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Grèce	EL	Pologne	PL
Espagne	ES	Portugal	PT
France	FR	Roumanie	RO
Croatie	HR	Slovénie	SI
Irlande	IE	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI
République de Chypre*	CY	Suède	SE
Lituanie	LT	Royaume-Uni	UK

* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 États membres de l'Union européenne. Cependant, l'« acquis communautaire » a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas dirigée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens effectués dans la partie du pays dirigée par le Gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie « CY » et la moyenne de l'UE28.

Nous souhaitons remercier toutes les personnes à travers l'Union européenne qui ont donné de leur temps pour participer à cette enquête.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait tout simplement pas vu le jour

¹ <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/PublicOpinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/470/p/4>

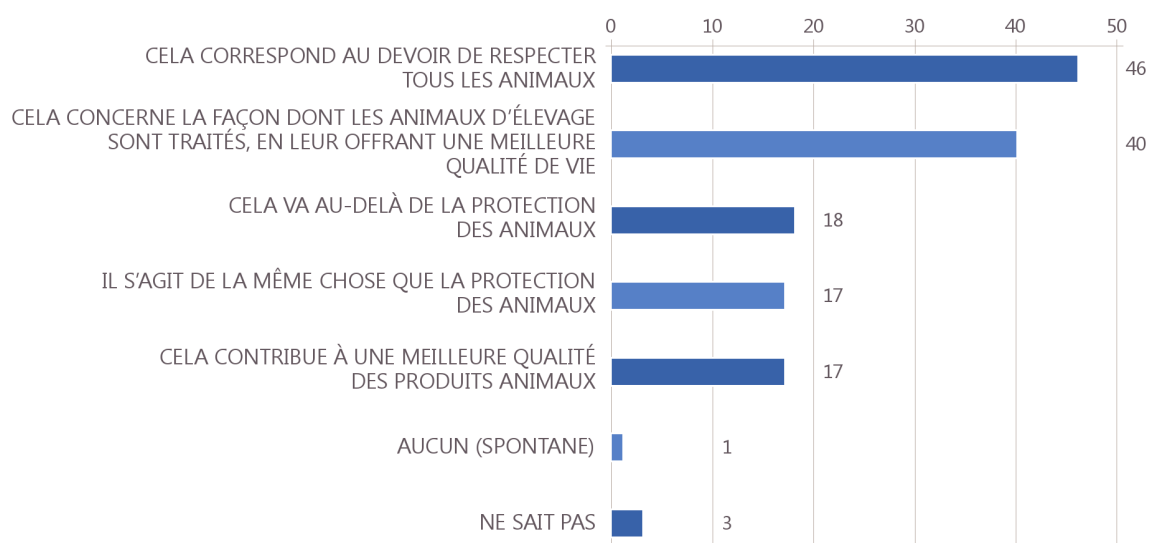
I. BIEN-ÊTRE ANIMAL : COMPREHENSION ET IMPORTANCE PERÇUE

1 Compréhension générale du bien-être animal

Près de la moitié des Européens (46%) considère que le bien-être animal « correspond au devoir de respecter tous les animaux », tandis qu'un peu moins de répondants (40%) indiquent qu'il « concerne la façon dont les animaux d'élevage sont traités, en leur offrant une meilleure qualité de vie ».

Il est intéressant de noter que la proportion de citoyens qui comprend que le bien-être animal « va au-delà de la protection des animaux » (18%) est très proche de ceux qui ont mentionné qu'« il s'agit de la même chose que la protection des animaux » (17%). En outre, la même proportion de répondants répond que le bien-être des animaux « contribue à une meilleure qualité des produits animaux » (17%).

QB1 Quelle affirmation, parmi les suivantes, décrit le mieux votre conception du bien-être animal ? (MAX. 2 REPONSES)
(% - UE)



Base : tous les répondants (N = 27 672)

Si l'on examine les résultats par pays, l'affirmation « **le bien-être animal correspond au devoir de respecter tous les animaux** » est la première réponse citée dans 17 États membres, en premier lieu par les répondants aux Pays-Bas (70%), au Luxembourg (62%), et à Malte (60%). Elle est citée par des proportions plus faibles de répondants en Slovaquie (19%), en Hongrie (23%), et en Roumanie (24%).

« Le bien-être animal **concerne la façon dont les animaux d'élevage sont traités, en leur offrant une meilleure qualité de vie** » est la première réponse enregistrée dans 11 États membres. Plus de trois répondants sur cinq en Suède (61%) et au Danemark (61%) considèrent que cette affirmation décrit le mieux le bien-être animal, et plus de la moitié des répondants au Portugal (54%) partagent cet avis. Les pays qui enregistrent la plus faible proportion de réponses dans la même veine sont l'Espagne (24%) et la Lettonie (30%).

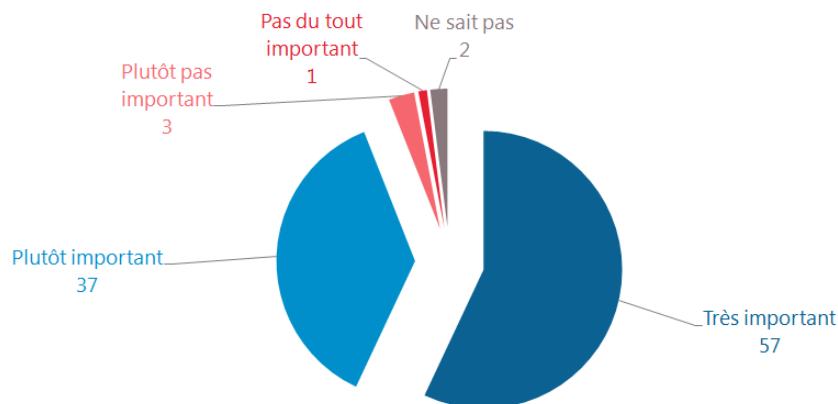
2 Protéger le bien-être des animaux d'élevage

a. L'importance de protéger le bien-être des animaux d'élevage

Une majorité absolue² d'Européens (94%) partagent l'avis qu'il est important de protéger le bien-être des animaux d'élevage. Plus de la moitié des répondants (57%) considèrent qu'il est « très important » et 37% « plutôt important » de protéger le bien-être des animaux d'élevage.

Seule une très faible proportion (4%) de répondants considèrent que le bien-être des animaux d'élevage n'est pas important.

QB2 Selon vous, dans quelle mesure est-ce important de protéger le bien-être des animaux d'élevage ?
(% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

En examinant les résultats par pays, il apparaît que plus de quatre répondants sur cinq dans chacun des États membres considèrent que le bien-être des animaux d'élevage est « important », mais à différents degrés.

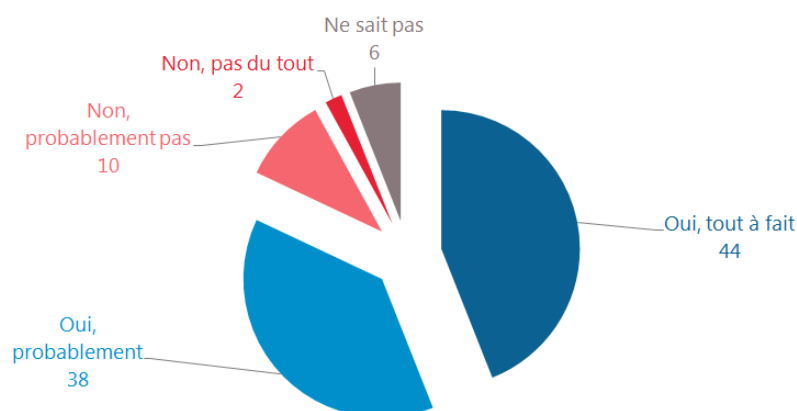
Près de la totalité des répondants (99%) en Suède, en Finlande, et au Portugal considèrent que le bien-être animal est « important », contrairement aux répondants (86%) en Croatie, en Hongrie et en Pologne, qui enregistrent les plus faibles proportions de répondants.

² La "majorité absolue" correspond dans le rapport aux résultats cités par plus de 50% des répondants ; en revanche, l'expression "majorité relative" correspond au résultat le plus élevé quand il est cité par moins de 50% des répondants.

b. L'importance de mieux protéger le bien-être des animaux d'élevage

Plus de quatre répondants sur cinq (82%) estiment que le bien-être des animaux d'élevage devrait être mieux protégé qu'aujourd'hui. Plus de deux Européens sur cinq (44%) ont un avis plus tranché, ajoutant « oui, tout à fait », alors que plus d'un tiers (38%) des répondants estiment que le bien-être animal devrait « probablement » être mieux protégé qu'il ne l'est aujourd'hui.

QB3 Pensez-vous que, de façon générale, le bien-être des animaux d'élevage en (NOTRE PAYS) devrait être mieux protégé qu'il ne l'est actuellement ?
(% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

Cette question a également été posée lors de l'enquête d'Eurobaromètre spécial SP270 en 2006, sous une autre formulation à l'époque³. L'évolution des résultats montre que les répondants sont plus enclins à croire que le bien-être des animaux d'élevage devrait être mieux protégé dans leur pays (+5 points de pourcentage sur le total des réponses « oui »).

Dans tous les États membres, la majorité absolue des citoyens européens estime que le bien-être des animaux d'élevage devrait être mieux protégé qu'il ne l'est aujourd'hui. Plus de neuf répondants sur dix au Portugal (94%, +4 pp), à Chypre (93%, +2 pp), et en Grèce (91%, -4 pp) sont de cet avis. Les pays ayant enregistré les plus faibles proportions de répondants, mais qui partagent tout de même l'avis de la majorité absolue, sont le Luxembourg (58%, -6 points), les Pays-Bas (66%, -4 pp), la Hongrie (70%, -6pp), et l'Estonie (70%, -2 pp).

Depuis l'enquête en 2006, neuf pays qui enregistrent une augmentation de plus de 5 points de pourcentage de la proportion de répondants, estiment que le bien-être des animaux d'élevage devrait être mieux protégé qu'il ne l'est aujourd'hui. Les plus fortes hausses sont observées en Finlande (90%, +23 pp) et en Irlande (80%, +22 pp) où la proportion de répondants ayant indiqué « tout à fait » a augmenté notamment dans les deux pays (Finlande +34 pp, Irlande +25 pp).

³ QCS. Pensez-vous que, de façon générale, la protection et le bien-être des animaux d'élevage en (NOTRE PAYS) devraient être améliorés ?
REPONSES : Oui, tout à fait ; Oui, probablement ; Non probablement pas ; Non, pas du tout ; Ne sait pas.

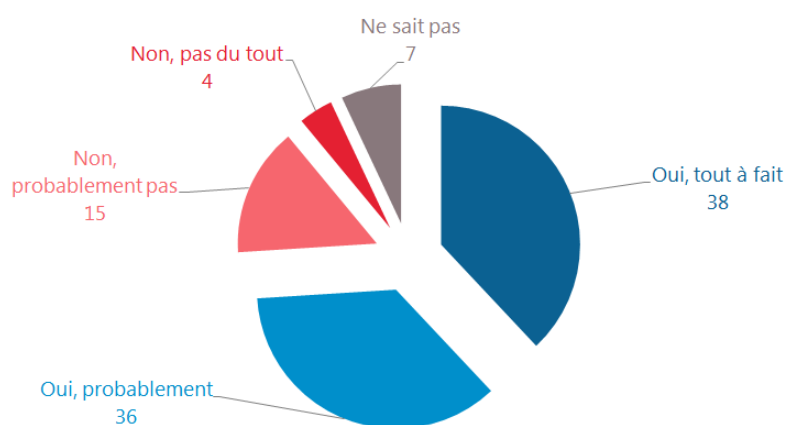
3 Protéger le bien-être des animaux de compagnie

a. L'importance de mieux protéger le bien-être des animaux de compagnie

Les Européens ont un avis sur le bien-être des animaux *de compagnie* qui est similaire aux animaux *d'élevage* évoqué dans la section précédente. La majorité absolue (74%) des Européens estiment que le bien-être des animaux de compagnie devrait être mieux protégé qu'il ne l'est aujourd'hui (38% de « oui, tout à fait », 36% de « oui, probablement »).

Un peu moins d'un cinquième (19%) des répondants ont un avis contraire, soit 15% estiment que le bien-être des animaux de compagnie ne devrait « probablement pas » être mieux protégé qu'il ne l'est aujourd'hui, et 4% ont un avis plus tranché et répondent « non, pas du tout ».

QB12 Pensez-vous que le bien-être des animaux de compagnie en (NOTRE PAYS) devrait être mieux protégé qu'il ne l'est actuellement ?
(% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

Si l'on examine les résultats par pays, on constate que dans tous les États membres, la majorité absolue des répondants estime que le bien-être des animaux de compagnie devrait être mieux protégé qu'il ne l'est aujourd'hui. Dans dix États membres de l'UE, plus de quatre citoyens européens sur cinq partagent ce point de vue, et les plus fortes proportions sont enregistrées à Chypre (94%), au Portugal (93%) et en Grèce (89%).

A l'inverse, une forte proportion de répondants dans les pays suivants ne pensent pas que le bien-être des animaux de compagnie devrait être mieux protégé qu'il ne l'est aujourd'hui : la Suède (41%), les Pays-Bas (40%), le Danemark (37%), et le Luxembourg (37 %).

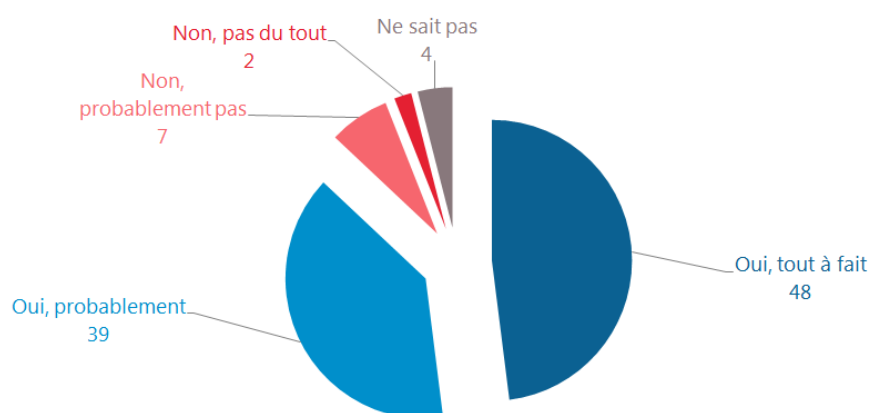
II. ÉVALUATION DE PLUSIEURS STRATÉGIES CLÉS POUR PROTÉGER LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

1 Information et d'éducation sur le bien-être animal

a. Communication et éducation

La majorité absolue des Européens (87%) considèrent que les campagnes d'information sur le bien-être animal est un bon moyen d'influencer les attitudes de la jeune génération envers les animaux (48% de « tout à fait » et 39% de « probablement »).

QB11 Pensez-vous que des campagnes d'information sur le bien-être animal seraient un bon moyen d'influencer positivement l'attitude des enfants et des jeunes à l'égard des animaux ?



Base : tous les répondants (N= 27 672)

Dans tous les États membres, plus de trois quarts de l'ensemble des répondants sont « tout à fait » ou « probablement » d'accord que les campagnes d'information sur le bien-être animal pourraient être un bon moyen d'influencer positivement les attitudes des enfants et des jeunes à l'égard des animaux.

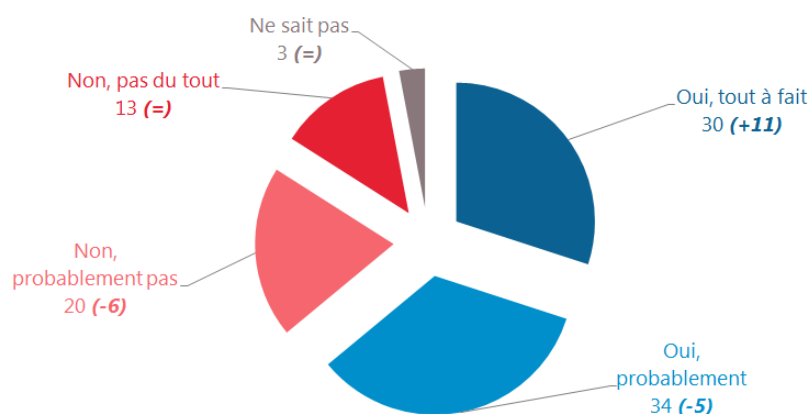
La plus forte proportion de répondants qui sont d'accord avec cette affirmation peut être observée à Malte (97%), à Chypre (96%), en Suède (94%), au Portugal (94%), et au Luxembourg (94%).

b. Informations sur les conditions de traitement

Près des deux tiers des Européens (64%) ont indiqué qu'ils aimeraient avoir plus d'informations sur les conditions dans lesquelles les animaux d'élevage sont traités dans leur pays. Un tiers des répondants (33%) sont « pas du tout » ou « probablement pas » intéressés.

Depuis la dernière enquête en 2006, il a été constaté un regain d'intérêt à recevoir plus d'informations (+6 points de pourcentage au total) ; ainsi, la proportion de répondants qui ont répondu « oui, tout à fait » (30%) est en hausse de 11 points de pourcentage. Ce changement d'avis a progressé du fait de la baisse de la proportion d'Européens qui aimeraient « probablement » (34%, -5 pp) avoir plus d'informations, et un pourcentage plus faible d'Européens qui ne souhaitent « probablement pas » (20%, -6 pp) avoir plus d'informations sur les conditions dans lesquelles les animaux d'élevage sont traités.

QB8 Souhaiteriez-vous avoir davantage d'informations sur les conditions dans lesquelles les animaux d'élevage sont traités en (NOTRE PAYS) ?
(% - UE)



(Décembre 2015 - Septembre 2006)

Base : tous les répondants (N= 27 672)

Si l'on examine les résultats par pays, la majorité absolue des répondants dans 24 États membres souhaiteraient recevoir plus d'informations sur les conditions dans lesquelles les animaux d'élevage sont traités dans leur pays. Plus de quatre répondants sur cinq à Chypre (83%, +7 pp depuis l'enquête 2006) et en Grèce (82%, -2 pp) sont intéressés à recevoir plus d'informations, ainsi que 80% des répondants en Roumanie (+6 pp) et en Italie (+3 pp).

Depuis la dernière enquête en 2006, le souhait de recevoir plus d'informations sur les conditions dans lesquelles les animaux d'élevage sont traités a augmenté de plus de cinq points de pourcentage dans 20 pays.

Les plus fortes hausses sont observées en Finlande (64%, +22 pp), en République tchèque (64% de, +17 pp), et en Lituanie (62%, +16 pp).

2 Les normes internationales de bien-être animal

a. Elaborer des normes internationales

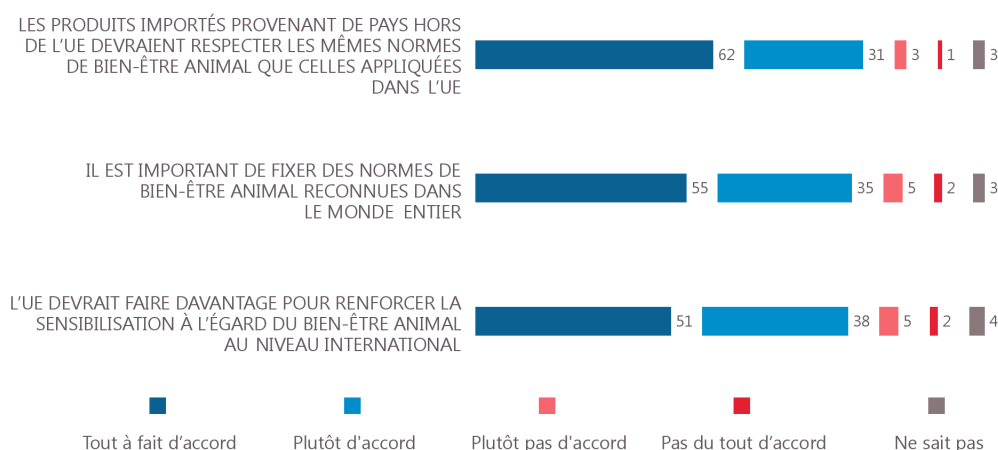
Dans l'ensemble, près de neuf Européens sur dix sont d'accord avec tous les énoncés qui suivent, et seule une petite proportion est en désaccord (moins de 7% de citoyens de l'UE dans tous les énoncés).

Les Européens sont plus susceptibles d'être tout à fait d'accord que « **les produits importés provenant de pays hors de l'UE devraient respecter les mêmes normes de bien-être animal que celles appliquées dans l'UE** » (93%), dont près de deux tiers des répondants (62%) sont « tout à fait d'accord » avec cette affirmation, et 31% sont « plutôt d'accord ».

Neuf répondants sur dix (90%) sont d'accord qu'« **il est important de fixer des normes de bien-être animal reconnues dans le monde entier** », dont 55% sont « tout à fait d'accord » et 35% sont « plutôt d'accord ».

Une même proportion de citoyens européens (89%) sont d'accord que « **l'UE devrait faire davantage pour renforcer la sensibilisation à l'égard du bien-être animal au niveau international** », soit 51% sont « tout à fait d'accord » et 38% sont « plutôt d'accord » avec cette affirmation.

QB13 L'UE travaille avec d'autres pays à la construction d'un cadre commun de normes de bien-être animal reconnues au niveau international. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ? (% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

Dans tous les États membres, plus de quatre répondants sur cinq conviennent que les produits importés de pays hors de l'UE doivent respecter les mêmes normes de bien-être que celles appliquées dans l'UE.

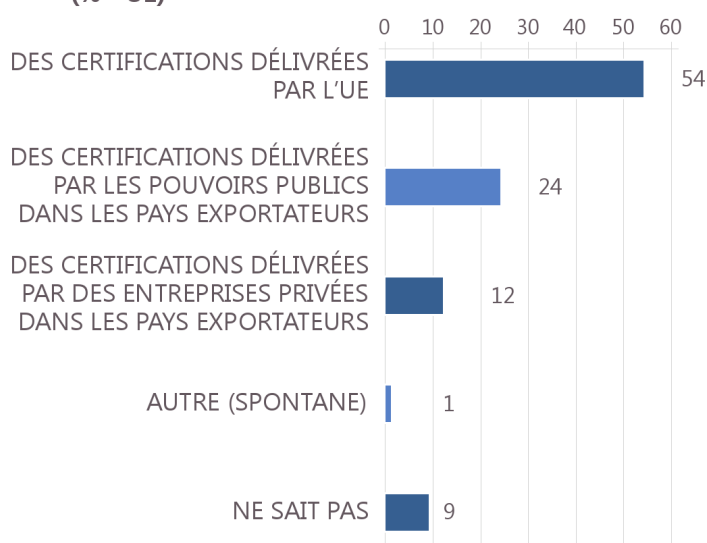
Dans tous les États membres, la majorité absolue des répondants est d'accord qu'il est important d'établir des normes de bien-être animal reconnues dans le monde entier.

De même, dans tous les États membres, la majorité absolue soutient que l'UE devrait faire davantage pour renforcer la sensibilisation au bien-être animal au niveau international, avec plus de sept répondants sur dix qui sont d'accord.

b. Le respect des normes de l'UE

La majorité absolue des citoyens de l'UE (54%) soutiennent que le meilleur moyen repose sur les certifications délivrées par l'UE. Un peu moins d'un quart (24%) des répondants estiment que les certifications devraient être délivrées par les pouvoirs publics dans les pays exportateurs, et plus d'un sur dix estiment que (12%) les certifications délivrées par les entreprises privées dans les pays exportateurs seraient une meilleure façon de garantir le respect des normes de l'UE.

QB14 Actuellement, les produits d'origine animale importés dans l'UE n'ont pas l'obligation de comporter des informations relatives au bien-être animal. Selon vous, quelle serait la meilleure manière de garantir que les produits d'origine animale importés respectent les normes de l'UE ?
(% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

L'analyse par pays montre que la **certification délivrée par l'UE** est la première méthode citée dans tous les États membres. Dans 16 pays, la majorité absolue des répondants soutiennent cette méthode. Dans les 12 pays restants, la majorité relative des citoyens de l'UE estiment que c'est la meilleure méthode pour garantir que les produits importés respectent les normes de l'UE.

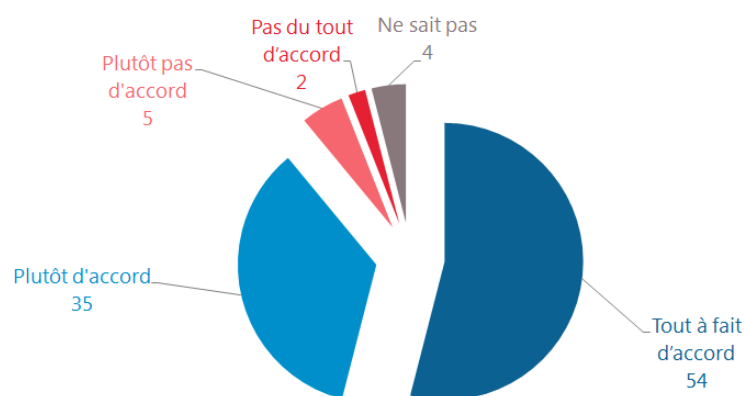
Les répondants en Espagne (70%), au Luxembourg (69%), et en Finlande (67%) sont plus susceptibles de considérer que c'est la meilleure méthode pour garantir que les produits importés d'origine animale respectent les normes de l'UE, que les répondants en Pologne (35%), en Hongrie (37%), et en Bulgarie (39%). Pour ces derniers, même si c'est l'avis de la majorité, une proportion raisonnable de répondants soutient également **les certifications délivrées par les pouvoirs publics dans les pays exportateurs** : la Pologne (25%), la Hongrie (33%), la Bulgarie (32%).

3 Réglementation

a. Réglementation concernant les animaux utilisés à des fins commerciales

Dans l'ensemble, la majorité absolue des citoyens de l'UE sont d'accord (89%) avec l'énoncé qui suit. Plus de la moitié des répondants (54%) sont « tout à fait d'accord » qu'une telle loi devrait exister, et 35% sont « plutôt d'accord ». Moins d'un répondant sur dix (7%) n'est pas d'accord avec cet avis.

QB5 Il n'y a actuellement aucune obligation légale dans l'UE de prendre soin des animaux utilisés à des fins commerciales. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec le fait d'imposer une obligation légale au niveau de l'UE à toute personne qui utilise des animaux à des fins commerciales de prendre soin d'eux ?
(% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

L'analyse par pays montre un grand nombre de résultats d'avis favorables parmi tous les États membres, avec plus de trois quarts des répondants d'accord avec cette affirmation.

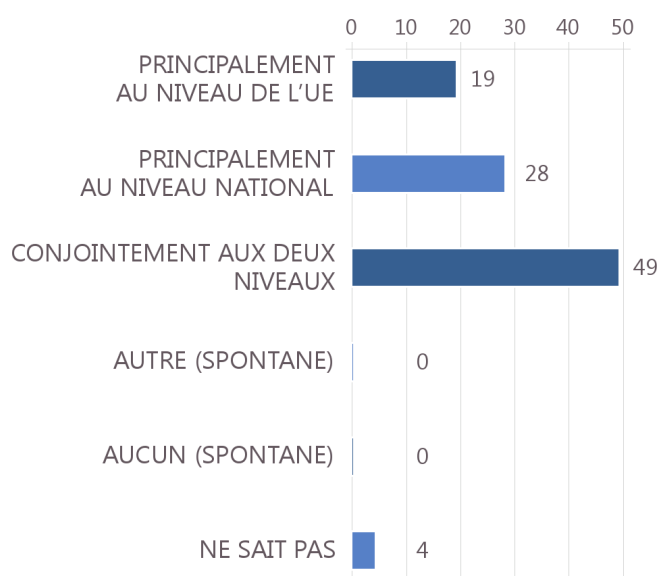
Dans 18 États membres, la majorité absolue des répondants sont « tout à fait d'accord » qu'il faudrait avoir une législation de l'UE obligeant toute personne utilisant des animaux à des fins commerciales d'en prendre soin ; les plus fortes proportions étant enregistrées en Suède (83%) et à Chypre (79%).

b. Niveau de réglementation concernant la protection des animaux d'élevage

Une majorité relative (49%) de citoyens de l'UE estiment que les lois régissant la protection des animaux d'élevage devraient être décidées conjointement entre l'UE et au niveau national. Un peu moins de trois répondants sur dix (28%) considèrent qu'elles devraient être principalement décidées au niveau national et moins d'un sur cinq (19%) estime que cela devrait être une décision prise principalement par l'UE.

QB4 Selon vous, à quel niveau les décisions devraient-elle être prises concernant la législation réglementant la protection des animaux d'élevage en (NOTRE PAYS) ?

(% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

Dans 25 États membres, la majorité des répondants estiment que les décisions sur la législation régissant la protection des animaux d'élevage devraient être prises **conjointement à l'UE et au niveau national**. En Estonie, les avis des répondants sont divisés à parts égales entre « le niveau national uniquement » (44%) et « conjointement aux deux niveaux » (44%).

Les répondants en Croatie sont plus susceptibles de favoriser la prise de décision au **niveau national** (41%) plutôt qu'un effort conjoint (36%).

En République tchèque, les répondants sont légèrement plus susceptibles de favoriser les décisions prises au niveau national uniquement (43%) que ceux qui sont favorables aux décisions prises conjointement au niveau national et européen (42%).

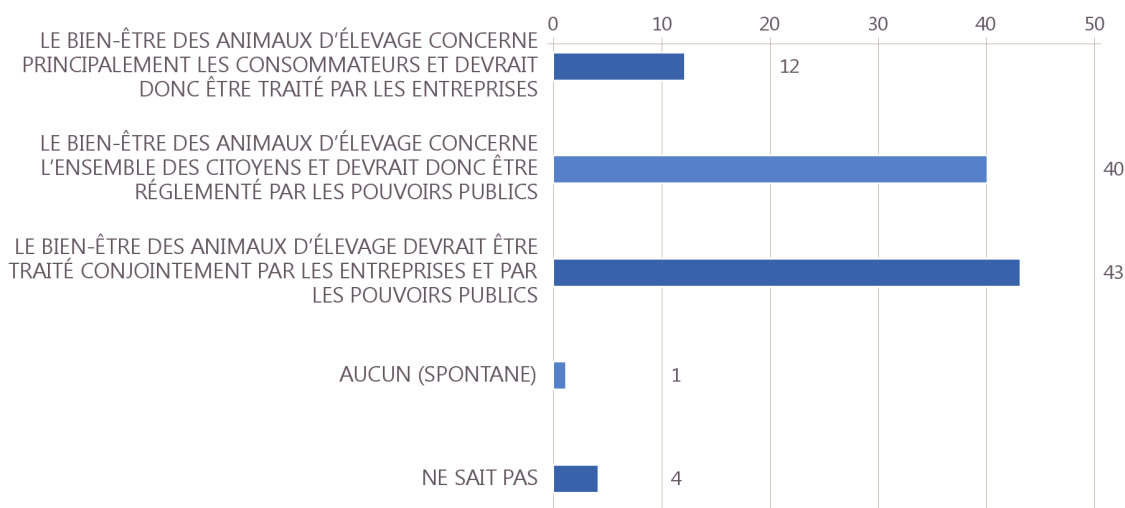
c. Le bien-être des animaux d'élevage : un sujet qui concerne uniquement les consommateurs ou tous les citoyens ?

La majorité relative des répondants européens pensent que le bien-être des animaux d'élevage devrait être traité conjointement entre les entreprises et les pouvoirs publics (43%). Cependant, une forte proportion de répondants considère que cette question concerne tous les citoyens, et doit être réglementée par les pouvoirs publics (40%). Le thème commun a mis en relief que les pouvoirs publics devraient être impliqués dans une certaine mesure.

Seule une minorité (12%) pense que c'est une question qui concerne les consommateurs et qui doit donc être traitée par les entreprises.

QB6 Certaines personnes estiment que la question du bien-être des animaux d'élevage concerne principalement les consommateurs lorsqu'ils achètent un produit et devrait donc être traitée par les entreprises. D'autres pensent qu'elle concerne l'ensemble des citoyens et qu'elle devrait donc être réglementée par les pouvoirs publics. Quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

(% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

Dans 18 États membres, une majorité de répondants estiment que « **le bien-être animal devrait être traité conjointement par les entreprises et par les pouvoirs publics** ». Dans neuf de ces pays, la majorité absolue des répondants partage cet avis, à commencer par les répondants en Estonie (67%), aux Pays-Bas (63%), et en Slovaquie (60%). Il est moins cité par les répondants en Autriche (28%).

L'opinion majoritaire partagée dans les 10 États membres restants soutient que « **le bien-être des animaux d'élevage concerne l'ensemble des citoyens et devrait donc être réglementé par les pouvoirs publics** ». Les pays ayant enregistré la plus forte proportion de répondants qui soutiennent cette affirmation sont l'Allemagne (53%), la Finlande (51%), et l'Autriche (50%). Elle est moins citée par les répondants en Estonie (17%).

« **Le bien-être des animaux d'élevage concerne principalement les consommateurs et devrait donc être traité par les entreprises** » n'est pas l'opinion dominante parmi les répondants d'un même État membre.

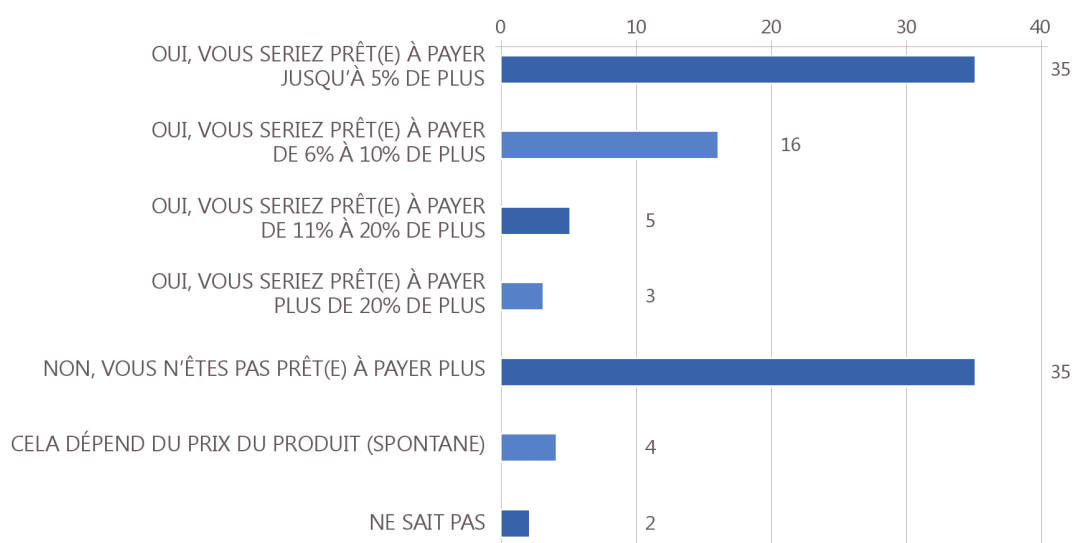
III. LES PRODUITS RESPECTUEUX DU BIEN-ÊTRE ANIMAL

1 Volonté de payer plus pour les produits respectueux du bien-être animal

Dans l'ensemble, 59% des citoyens de l'UE ont indiqué qu'ils seraient prêts à payer plus. Plus précisément, plus d'un tiers (35%) de répondants sont prêts à payer jusqu'à 5% de plus, et plus d'un répondant sur dix (16%) est prêt à payer 6 à 10% de plus pour des produits provenant de systèmes de production respectueux du bien-être animal. De très faibles proportions d'Européens sont prêts à payer de 11 à 20% de plus (5%) ou plus de 20% (3% des répondants).

En revanche, plus d'un tiers des citoyens de l'UE (35%) ne sont pas prêts à payer plus et un petit pourcentage a mentionné spontanément (4%) que cela dépendait du prix du produit.

QB7 Seriez-vous prêt(e) à payer plus pour des produits provenant d'exploitations respectueuses du bien-être animal ?
(% - UE)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

Une analyse par pays montre que la majorité absolue des répondants dans 17 pays et la majorité relative dans un pays, sont prêts à payer plus pour des produits provenant de systèmes de production respectueux du bien-être animal.

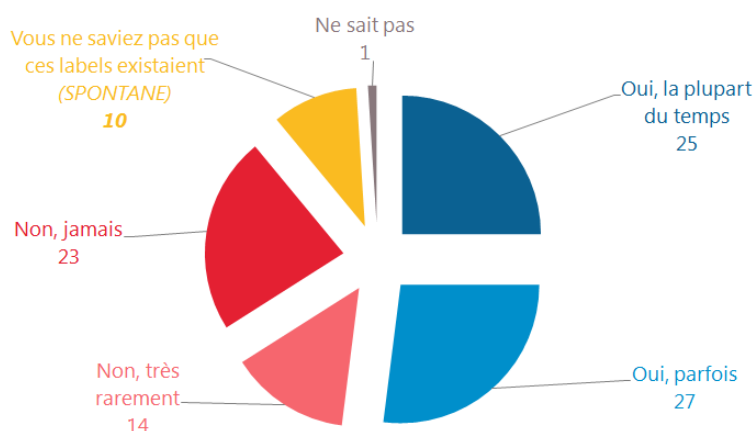
Les répondants en Suède (93%), au Luxembourg (86%), et aux Pays-Bas (85%) sont plus susceptibles d'être prêts à payer plus pour ces produits.

2 Intérêt pour les labels identifiant les produits respectueux du bien-être animal

Plus de la moitié des citoyens de l'UE (52%) recherchent les labels identifiant de tels produits lors de leurs achats. Plus d'un quart des répondants (27%) recherchent les labels « parfois », contre 25% qui regardent « la plupart du temps ».

En revanche, 37% des répondants ne regardent jamais ou très rarement les labels identifiant ces produits (23% « jamais », 14% « très rarement »), et un Européen sur dix (10%) ne connaissait pas l'existence de ces labels.

QB9 Les produits provenant d'exploitations respectueuses du bien-être animal peuvent être identifiés par un label. Recherchez-vous ces labels lorsque vous achetez de tels produits ? (% - EU)



Base : tous les répondants (N= 27 672)

Au niveau des pays, les résultats sont mitigés. Dans 11 États membres, la majorité absolue des répondants recherche le label identifiant les produits respectueux du bien-être animal lors de leurs achats. Dans six autres pays, la majorité relative des répondants recherche ce label.

Les pays qui enregistrent la plus forte proportion de répondants qui recherchent un tel label qui identifie le bien-être animal sont la Suède (79%), le Luxembourg (75%), et les Pays-Bas (73%). Dans ces pays, une forte proportion de répondants recherche même ce label « la plupart du temps » : la Suède (52%), les Pays-Bas (43%), et le Luxembourg (41%).

Sur les 11 États membres restants, la majorité des répondants ne recherchent pas de labels ; la majorité absolue étant enregistrée en Slovaquie (55%), en Lituanie (53%), en Espagne (52%), et en République tchèque (51%).

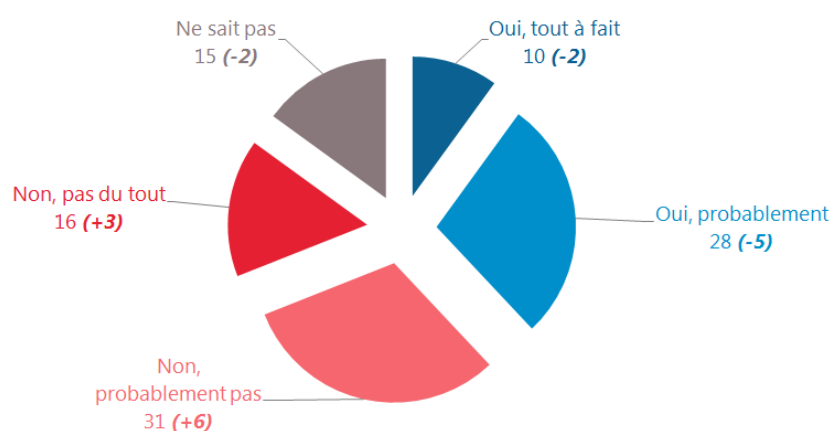
3 Le choix actuel de produits respectueux du bien-être animal dans les magasins

Une majorité relative d'Européens (47%, +9 points de pourcentage) estime qu'il n'y a actuellement pas de choix suffisant de denrées alimentaires respectueuses du bien-être animal dans les magasins et supermarchés. Cette proportion a augmenté de neuf points de pourcentage depuis la dernière enquête.

Un peu moins d'un tiers des répondants (31%, +6 pp) estime qu'il n'y a « probablement pas » un choix suffisant, tandis que 16% (+3 pp) considère qu'il n'y a « certainement » pas assez de choix.

A l'inverse, 38% (-7 pp) des citoyens de l'UE sont satisfaits du choix disponible de produits alimentaires respectueux du bien-être animal (28% « probablement », -5 pp et 10% « certainement », -2 pp), ce taux étant en baisse depuis 2006.

QB10 Pensez-vous que les magasins et supermarchés proposent actuellement un choix suffisant de denrées alimentaires respectueuses du bien-être animal ?
(% - UE)



(Décembre 2015 - Septembre 2006)

Base : tous les répondants (N= 27 672)

Une analyse par pays révèle des opinions assez variées dans les États membres de l'UE, dont 10 pays conviennent qu'il y a actuellement un choix suffisant et 15 pays sont d'avis contraire. Deux pays ont des avis divergents à part égale, alors que la majorité relative des répondants en Estonie indiquent qu'ils « ne savent pas ».

Une baisse de plus de 10 points de pourcentage a été enregistrée dans 11 pays depuis la dernière enquête en 2006. Les pays qui connaissent les plus fortes baisses de la proportion de répondants qui pensent qu'il y a un choix suffisant, sont la Slovaquie (34%, -22 pp), la France (33 %, -20 pp), la Finlande (46%, -19 pp), et la Belgique (49%, -19 pp).

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 28 novembre et le 7 décembre 2015, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS political & social, TNS UK et TNS opinion, a réalisé la vague EB84.4 de l'enquête EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale Communication, unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre ».

La vague 84.4 inclut l'enquête EUROBAROMETRE SPECIAL 442 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des 28 États membres de l'Union européenne et résidant dans un des États membres de l'Union européenne.

	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	PROPORTION UE28
BE	Belgique	TNS Dimarso	1,016	28/11/15	7/12/15	9,263,570	2.18%
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1,025	28/11/15	7/12/15	6,294,563	1.48%
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1,045	28/11/15	7/12/15	8,955,829	2.11%
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1,012	28/11/15	7/12/15	4,625,032	1.09%
DE	Allemagne	TNS Infratest	1,527	28/11/15	7/12/15	71,283,580	16.79%
EE	Estonie	TNS Emor	1,023	28/11/15	7/12/15	1,113,355	0.26%
IE	Irlande	Behaviour & Attitudes	1,000	28/11/15	7/12/15	3,586,829	0.84%
EL	Grèce	TNS ICAP	1,005	28/11/15	7/12/15	8,791,499	2.07%
ES	Espagne	TNS Spain	1,006	28/11/15	7/12/15	39,506,853	9.31%
FR	France	TNS Sofres	1,038	28/11/15	7/12/15	51,668,700	12.17%
HR	Croatie	HENDAL	1,008	28/11/15	7/12/15	3,625,601	0.85%
IT	Italie	TNS Italia	967	28/11/15	7/12/15	51,336,889	12.09%
CY	Rép. de Chypre	CYMAR	501	28/11/15	7/12/15	724,084	0.17%
LV	Lettonie	TNS Latvia	1,008	28/11/15	7/12/15	1,731,509	0.41%
LT	Lituanie	TNS LT	1,001	28/11/15	7/12/15	2,535,329	0.60%
LU	Luxembourg	TNS ILReS	502	28/11/15	7/12/15	445,806	0.11%
HU	Hongrie	TNS Hoffmann	1,028	28/11/15	7/12/15	8,477,933	2.00%
MT	Malte	MISCO	500	28/11/15	7/12/15	360,045	0.08%
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1,042	28/11/15	7/12/15	13,901,653	3.27%
AT	Autriche	ipr Umfrageforschung	1,001	28/11/15	7/12/15	7,232,497	1.70%
PL	Pologne	TNS Polska	1,006	28/11/15	7/12/15	32,736,685	7.71%
PT	Portugal	TNS Portugal	1,022	28/11/15	7/12/15	8,512,269	2.01%
RO	Roumanie	TNS CSOP	1,002	28/11/15	7/12/15	16,880,465	3.98%
SI	Slovénie	RM PLUS	1,003	28/11/15	7/12/15	1,760,726	0.41%
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1,036	28/11/15	7/12/15	4,580,260	1.08%
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	999	28/11/15	7/12/15	4,511,446	1.06%
SE	Suède	TNS Sifo	1,028	28/11/15	7/12/15	7,944,034	1.87%
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1,321	28/11/15	7/12/15	52,104,731	12.27%
TOTAL UE28			27,672	28/11/15	7/12/15	424,491,772	100%*

* Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans ce tableau peut dépasser 100% en raison des arrondis

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II⁴ (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.

Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (Computer Assisted Personal Interview) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

⁴ Chiffres mis-à-jour en août 2015

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage

(au niveau de confiance de 95%)

tailles d'échantillon en lignes

résultats observés en colonnes

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6.0	8.3	9.9	11.1	12.0	12.7	13.2	13.6	13.8	13.9	N=50
N=500	1.9	2.6	3.1	3.5	3.8	4.0	4.2	4.3	4.4	4.4	N=500
N=1000	1.4	1.9	2.2	2.5	2.7	2.8	3.0	3.0	3.1	3.1	N=1000
N=1500	1.1	1.5	1.8	2.0	2.2	2.3	2.4	2.5	2.5	2.5	N=1500
N=2000	1.0	1.3	1.6	1.8	1.9	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	N=2000
N=3000	0.8	1.1	1.3	1.4	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.8	N=3000
N=4000	0.7	0.9	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	N=4000
N=5000	0.6	0.8	1.0	1.1	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	N=5000
N=6000	0.6	0.8	0.9	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2	1.3	1.3	N=6000
N=7000	0.5	0.7	0.8	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	N=7000
N=7500	0.5	0.7	0.8	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	N=7500
N=8000	0.5	0.7	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	N=8000
N=9000	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	N=9000
N=10000	0.4	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	N=10000
N=11000	0.4	0.6	0.7	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	N=11000
N=12000	0.4	0.5	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	N=12000
N=13000	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	N=13000
N=14000	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	N=14000
N=15000	0.3	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	